

UNIVERSITÉ DE BÉJAÏA

Les enseignants se joignent à la protesta des étudiants

C'est toujours le statu quo à l'Université Abderrahmane-Mira qui est paralysée, depuis plus d'une semaine, par un mouvement de grève estudiantin contre la dévalorisation du diplôme d'ingénieur et les nouvelles conditions appliquées au master pour les étudiants du LMD.

Les enseignants de l'Université de Béjaïa viennent d'appuyer la contestation en saluant le mouvement autonome des étudiants qui luttent aujourd'hui contre la dévalorisation du diplôme d'ingénieur d'Etat et du magister. Dans une déclaration rendue publique, les

enseignants universitaires se déclarent «solidaires du mouvement des étudiants qui se battent pour une université algérienne publique et performante au service du bien-être de la société», en demandant l'abrogation immédiate du décret 10-315 du 13 décembre 2010. Pour les

rédacteurs du communiqué, les étudiants défendent la valeur du diplôme du magister qui doit garder son statut défini par celui de la Fonction publique du 15 juillet 2006 en estimant qu'il «est plus qu'urgent de se mobiliser pour imposer une gestion démocratique de l'université à même de mettre fin à ces dérives dans la gestion de l'université et éviter les dérapages qui visent l'achèvement de ce qui reste de l'université algérienne».

Tout en dénonçant le «marasme» dans lequel baigne toute la communauté universitaire suite, selon ledit collectif d'enseignants, à «une gestion opaque ne tenant d'aucune norme scientifique, il est temps, préconise-t-on, de faire participer tous les acteurs de la communauté universitaire à agir collectivement pour imposer une refonte des textes régissant l'Université algérienne, en vue de la consécration du principe de la gestion démocratique et pour exiger une évaluation objective du système LMD par les premiers concernés».

Face au mouvement de grève des étudiants, qui ne cesse de prendre de l'ampleur, les enseignants de l'Université de Béjaïa lancent un appel à leurs pairs des toutes les universités d'Algérie pour «initier une réflexion et des actions allant dans l'optique de dépasser la situation actuelle».

Par ailleurs, le collectif des enseignants a appelé à un rassemblement de tous les travailleurs, enseignants et ATS, pour aujourd'hui mardi devant le rectorat pour exiger le paiement immédiat des salaires et des rappels.

A. Kersani

LA PROTESTA S'INTENSIFIE À EL-TARF

Les riverains coupent la RN44 à la circulation

Devant le mépris, l'indifférence et le désintérêt manifeste des responsables locaux quant à une prise en charge de leurs doléances, les citoyens d'El-Tarf se sont insurgés en bloquant la RN44, à la sortie-ouest de la ville.

Les protestataires que nous avons rencontrés ont tous dénoncé le comportement irrespectueux du premier magistrat de la wilaya.

«Le wali ne veut pas rencontrer le citoyen lambda. Il ne daigne pas écouter nos doléances. A chaque fois que nous demandons à le voir, on est automatiquement dirigés vers ses subalternes», a répliqué avec rage un protestataire.

Les protestataires semblaient décidés à camper sur leurs positions.

Reste aux pouvoirs publics de prendre leurs responsabilités pour remédier à de tels faits regrettables.

Daoud Allam

POUR RÉCLAMER L'AMÉLIORATION DE LEUR CADRE DE VIE

Des villageois de Souk El-Tenine ferment la RN 9 reliant les wilayas de Béjaïa et Sétif

Les habitants du village Lota, relevant de la municipalité côtière de Souk El Tenine, ont, hier lundi, et ce, pour la deuxième journée consécutive, fermé à la circulation la RN 9 reliant la wilaya de Béjaïa à celle de Sétif, à hauteur de leur village, pour exprimer leur ras-le-bol devant «le laxisme» des pouvoirs publics quant à la prise en charge effective de leurs préoccupations «maintes fois réitérées». Les citoyens protestataires revendiquent à travers leur démonstration de force «le raccordement de leurs foyers au réseau de gaz naturel, la construction d'un CEM, d'un complexe sportif de proximité ainsi que des postes d'emploi au sein de la ferme Casef».

Les villageois ont bloqué durant toute la journée de dimanche ainsi que dans la matinée d'hier cet important axe routier.

Du coup, les automobilistes se sont retrouvés coincés dans d'immenses embouteillages. Le maire et le chef de la daïra de Souk El Tenine, qui se sont déplacés sur les lieux de la manifestation, n'ont pas réussi à convaincre les protestataires en vue de lever le blocus de la route.

Les villageois ont exigé la présence du wali en personne et un engagement ferme de sa part à «satisfaire urgemment» leurs doléances.

A. K.

Rassemblement des «pré-emplois» à Tizi-Ouzou

Comme ils l'avaient promis, tant qu'on ne les aura pas écoutés, ils reviendront chaque semaine. Hier, ils étaient des dizaines de jeunes, diplômés d'université dans leur écrasante majorité, à observer un sit-in, malgré une horrible météo et quelques tentatives de provocation, devant le siège de la wilaya de Tizi-Ouzou.

Les «pré-emplois» ne veulent pas rester en marge du bouillonnement social qui agite Tizi-Ouzou depuis quelques jours. D'autant plus qu'il n'y a personne à même de mettre en cause les raisons ayant motivé leurs sorties. Il faut dire que la grogne de ces fonctionnaires qui, dans les faits, ne le sont pas totalement, ne date pas de ces derniers jours.

Depuis plusieurs mois, ils ruminent, en effet, leur ras-le-bol d'une situation on ne peut plus précaire «alors, qu'à chaque fin d'année, ils ne se gênent pas pour gonfler les chiffres de l'emploi, en incluant toute une armée de jeunes, recrutés à travers un dispositif qui a montré toutes ses limites», s'emporte un informaticien ayant bénéficié d'un de ces emplois temporaires mais qui risque de le perdre dans moins d'un mois.

Ils étaient plusieurs centaines à se rassembler, hier donc, devant le siège de la cité administrative.



Des centaines de jeunes revendiquent des emplois stables.

Le wali a en fin de compte reçu une délégation de leurs représentants à qui il a assuré que leurs doléances seront transmises au ministre du Travail.

En revanche, pour parer à l'urgence ayant trait aux jeunes travailleurs à qui il ne reste que quelques semaines encore avant d'être remplacés par une autre vague de demandeurs de pré-emploi, le wali a assuré, selon les représentants du mouvement, que des instructions seront données pour que soient reconduits les

contrats des jeunes arrivant à échéance le mois prochain.

Une nouvelle qui a, apparemment, calmé un tant soit peu les centaines de protestataires qui, toutefois, affirment qu'ils ne sont pas prêts de mettre un terme à leur action tant que le dispositif n'est pas revu et que les bénéficiaires du pré-emploi ne sont pas intégrés et considérés comme des travailleurs dignes de nom.

A. M.

Photo : DR

ALIMENTATION EN GAZ NATUREL À IMSOUHAL

Les citoyens protestent contre leur exclusion de la liste des bénéficiaires

Exclus du programme de raccordement au réseau d'alimentation en gaz naturel dont les travaux sont en cours, les citoyens du village Tanalt demandent à être rétablis dans leur droit. Dans une lettre de protestation adressée aux différentes autorités, ces citoyens, qui crient à l'ostracisme, dénoncent la volte-face des responsables, à tous les niveaux, concernés par la gestion de ce programme, considérant «injuste et irréflective» la décision de retirer leur village de la liste des villages bénéficiaires.

Leur incompréhension et leur sentiment d'injustice sont d'autant plus grands que des études techniques ont déjà été effectuées et les foyers devant être raccordés au réseau recensés.

Réunis en assemblée générale, ces citoyens ont arrêté une série de mesures pour attirer l'attention des pouvoirs publics, n'excluant pas le recours à des actions extrêmes pour faire aboutir leurs doléances.

S. A. M.

SOCOTHYD

14 travailleurs seront réintégrés

Quatorze des travailleurs licenciés de la Socothyd des Issers dans la wilaya de Boumerdès seront réintégrés dans leurs postes. Par contre, la réintégration a été refusée à 11 autres travailleurs, dont les trois qui avaient tenté de s'immoler, avant-hier, par le feu, au moment de la tenue de la réunion du conseil d'administration de l'entreprise devant examiner ce dossier.

C'est en gros la résolution de l'instance dirigeante de la Socothyd, une entreprise qui détient 70% du marché national des produits

paramédicaux. Et c'est Achaïbou Mustapha, président-directeur général de la Socothyd, qui l'a annoncé lors d'un point de presse, organisé au lendemain des tentatives d'immolation devant la porte de l'usine des Issers.

«Le conseil d'administration a adopté une résolution par laquelle ces 14 travailleurs seront convoqués par le biais d'un huissier de justice. L'entreprise étudiera, au cas par cas, leur situation. La réintégration de chacun d'eux est subordonnée au retrait de la plainte déposée contre la Socothyd», a affirmé ce dernier, qui se dit, par ailleurs, optimiste quant à la suite que connaîtra cette affaire. «La conjoncture difficile dans notre pays incite les uns et les autres à

plus de tolérance et de flexibilité pour désamorcer les situations pénibles», a-t-il dit. M. Achaïbou nous apprendra que l'inspection du travail sera associée aux négociations avec ces travailleurs et que le CA a pris acte du licenciement définitif de 11 travailleurs. Il a, par ailleurs, rappelé que 25 travailleurs ont été licenciés en 2006, à la suite d'une grève de 50 jours, poussant la direction de l'entreprise à fermer momentanément ses ateliers de production. Ce qui a causé un préjudice estimé à 36 milliards de centimes.

De plus, a-t-il avancé, des actes répréhensibles relevant des tribunaux ont été perpétrés, à l'époque, contre les cadres et les biens de la

société. Ce responsable n'a d'ailleurs pas manqué de montrer du doigt le secrétaire général de l'Onec de Boumerdès qui ambitionne de devenir P-dg.

En effet, au début de cette grève en 2006, ce responsable du bureau de la wilaya de Boumerdès de l'Onec se targuait du soutien du principal responsable, au niveau national, de cette organisation des enfants de chouchadas.

Pour en revenir aux trois anciens travailleurs qui avaient tenté de s'immoler par le feu, ils ont été pris en charge et auscultés par les médecins de l'hôpital de Bordj-Ménaïel avant de rentrer chez eux, le jour même de l'incident.

Abachi L.